

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 30/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIGUILLY RECYCLAGE

Le Pont d'Aiguilly
42720 Vougy

Références : UID4243-DSSP-024-0043
Code AIOT : 0006110048

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement AIGUILLY RECYCLAGE implanté Aiguilly 42720 Vougy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIGUILLY RECYCLAGE
- Aiguilly 42720 Vougy
- Code AIOT : 0006110048
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets non dangereux issus du BTP

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 1.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 2.3.1	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 2.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 4.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 8.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.1.1.5	Demande d'action corrective	1 mois
10	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
11	Stockage de bois	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.4.1.1	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 3.1.5	Sans objet
7	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.1.3.3	Sans objet
8	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.1.1.4	Sans objet
12	Stockage de bois	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.4.1.2	Sans objet
13	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 10.2.2.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra régulariser très rapidement sa situation administrative, concernant son activité de compostage et le point 2 de l'arrêté de mise en demeure n°240-DDPP-2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques ICPE
Constats : Lors de l'inspection, un point sur les rubriques ICPE du site a été fait avec l'exploitant. Il s'avère que le site est classé au titre de la rubrique 2780 (installation de compostage de déchets verts), ce qui n'était pas le cas dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. En effet, en 2023, le site a

<p>traité régulièrement entre 3 et 45 T/j de déchets verts, ce qui relève a minima du régime de la déclaration voire de l'enregistrement ICPE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative dans les plus brefs délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en effectuant une déclaration au titre des ICPE sur le site Service-public.fr et en s'engageant à ne pas dépasser le seuil de 30 T/j de matières végétales traitées ; - soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement ICPE. Si l'exploitant fait ce choix, un devis signé attestant de la commande avec une société de conseil devra être transmis à l'inspection. <p>Dans les deux cas, l'exploitant devra mettre en conformité son site au regard de la réglementation applicable aux installations de compostage ICPE, notamment en ce qui concerne l'imperméabilisation des surfaces dédiées au compostage et la gestion des lixiviats. Celle-ci est consultable à l'adresse suivante :</p> <p>https://aida.ineris.fr/reglementation/2780-installation-compostage-dechets-non-dangereux-matiere-vegetale-ayant-cas</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Conditions d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets, etc.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que des envols de plastiques et de cartons ont eu lieu en limite de propriété du site et au niveau du stockage broyeur, derrière le talus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant de procéder à un nettoyage complet du périmètre de son site, et de le maintenir en parfait état de propreté en organisant un nettoyage régulier des abords.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Accès au site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 2.3.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Clôture du site</p>
<p>Prescription contrôlée : [...]La totalité du périmètre du site est clôturé.</p>
<p>Constats :</p>

Il a été constaté que le site n'était pas clôturé sur la totalité de son pourtour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est donc demandé à l'exploitant de mettre en place une clôture permettant d'interdire l'accès aux personnes non autorisées. Des photographies attestant de la mise en place de cette clôture devront être transmises à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses et envols de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété et au droit des tiers les plus sensibles d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales [...] Les mesures sont effectuées suivant la fréquence (annuelle) [...] Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m ² /j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.[...]
Constats : L'exploitant a récemment signé un devis avec l'APAVE afin de réaliser des mesures semestrielles des retombées de poussières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport en résultant à l'inspection dès sa réception.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau étanche spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquats permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs à hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection.
Constats : Le site est doté d'un bassin de rétention des eaux de ruissellement de la plateforme, qui peut également être utilisé en cas d'incendie afin de contenir les eaux d'extinction. Un niveau bas est maintenu en permanence. Les eaux de ruissellement transitent ensuite dans la réserve d'eau du

<p>site avant d'être rejetées au milieu naturel. Des analyses sur les eaux de ruissellement sont menées tous les 6 mois. Les dernières analyses ne montrent pas de non-conformité par rapport aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>L'exploitant n'a cependant pas été en mesure de démontrer qu'il existe un dispositif de traitement en sortie de la réserve incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il lui est donc demandé de le rechercher, et le cas échéant, de le faire curer. Dans le cas où aucun dispositif de type débourbeur déshuileur ou séparateur à hydrocarbures n'est présent, l'exploitant devra en installer un. Les boues issues du curage devront être éliminées dans les filières appropriées. Les justificatifs de l'intervention seront transmis à l'inspection.</p> <p>L'exploitant devra respecter une fréquence annuelle pour le curage de cet équipement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Prévention des risques technologiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 8.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie est assurée par les deux moyens complémentaires suivants : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eaux, poteaux par exemple) [...] - une réserve d'eau d'au moins 720 m³ destinées à l'extinction [...] cette réserve dispose d'au moins 3 prises d'aspiration simultanées [...] Elle permet de fournir un débit de 360 m³ /h pendant 2 heures minimum. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de dire si sa réserve incendie comporte 3 prises d'aspiration simultanées, conformément à l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du site. De ce fait, il lui est demandé de le vérifier et dans le cas contraire, d'en installer le nombre adéquat. La justification du débit de sortie de la réserve d'eau devra être transmise à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.1.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'intérieur du site, l'installation comporte une aire de stationnement en attente de contrôle. Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.1.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des déchets
Prescription contrôlée : Les différentes aires de traitement des déchets sont clairement repérées et distinctes.
Constats : L'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.1.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission où sont consignés tous les déchets reçus sur le site.
Constats : Le registre des déchets entrants sur le site est incomplet.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il devra donc être complété par les informations suivantes, conformément à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la

directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets et les produits issus du traitement des déchets sortants du site.

Constats :

Le registre des déchets sortants du site est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il devra donc être complété par les informations suivantes, conformément à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement

(CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Stockage de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives relatives au stockage de bois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La plateforme de stockage du bois et du bois broyé se compose de deux cellules de 20 mètres de large par 25 mètres de long chacune. Ces deux cellules sont isolées l'une de l'autre par un dispositif physique garantissant de façon pérenne une distance de sécurité de cinq mètres entre les deux cellules. Cet espace est maintenu en permanence en parfait état de propreté par l'exploitant. Sur toute la périphérie des deux cellules, une bande de sécurité de sept mètres et cinquante centimètres est maintenue en parfait état de propreté. Des dispositifs physiques et visuels ainsi que des consignes sont prises par l'exploitant afin que les stocks de bois n'empiètent sur cette bande de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est concerné par l'arrêté de mise en demeure 240-DDPP-2019 du 25/06/19 suite à un départ d'incendie sur la plateforme de compostage. Les points 1.1 (dispositions constructives) et 1.2 (dispositif de rétention des pollutions accidentelles) ont été levés par l'exploitant.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le point 2 (dispositions constructives relatives au stockage du bois) n'avait pas été régularisé. En effet, l'arrêté préfectoral du site prévoit que « la plateforme de stockage du bois et du bois broyé se compose de deux cellules de 20 mètres de large par 25 mètres de long chacune. Ces deux cellules sont isolées l'une de l'autre par un dispositif physique garantissant de façon pérenne une distance de sécurité de cinq mètres entre les deux cellules. Cet espace est maintenu en permanence en parfait état de propreté par l'exploitant. Sur toute la périphérie des deux cellules, une bande de sécurité de sept mètres et cinquante centimètres est maintenue en parfait état de propreté. Des dispositifs physiques et visuels ainsi que des consignes sont prises par l'exploitant afin que les stocks de bois n'empiètent sur cette bande de sécurité. ».</p> <p>Or sur le site, les deux cellules ne sont pas isolées l'une de l'autre par un dispositif physique et il n'existe pas de bande de sécurité autour des deux cellules, maintenue en parfait état de propreté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>De ce fait, il est demandé à l'exploitant de régulariser la situation dans les plus brefs délais, sans quoi des sanctions administratives seront prises à son encontre. Des photographies attestant de la mise en conformité de la plateforme de traitement du bois seront transmises à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Stockage de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 9.4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement du bois

Prescription contrôlée : Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières de bois sont pourvus de moyens de traitement de ces émissions [...]
Constats : Le broyeur de bois est équipé d'arrosage par aspersion sur les parties au dessus du rotor et de la trémie, afin de limiter les envols de poussières. Il est mis en route dès lors que le broyeur est utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 10.2.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines en périodes de hautes eaux et de basses eaux[...]
Constats : Des analyses semestrielles sont réalisées sur les eaux souterraines du site. Un bilan a été réalisé en 2023 par l'APAVE. Les résultats des analyses montrent que des teneurs importantes en hydrocarbures et en HAP sont présentes sur les PZ2 et PZ4, sans qu'elles n'aient varié depuis plusieurs années.
Type de suites proposées : Sans suite